

CHAPITRE XVI

Maximilien demande à réviser le traité de Miramar. — Refus de Napoléon III. — Lettre du maréchal Randon (30 novembre). — L'Empereur se plaint du commandant en chef et le flatte dès qu'il a recours à ses forces. — Siège de Matamoros. — Lettre de Maximilien (2 décembre). — Ses incertitudes. — Embarras de Juarez. — Décret par lequel il perpétue son pouvoir, contrairement à la Constitution. — Le maréchal Bazaine reçoit une nouvelle lettre confidentielle de Napoléon III. — Blâme contre Maximilien. — Voyage de l'Impératrice dans le Yucatan (6 novembre-30 décembre). — Mort de Léopold I^{er}, roi des Belges. — Allocution de l'Empereur (15 janvier 1866). — Opinion et conseils de M. Jésus Téran. — Réponse de Maximilien. — Résumé des rapports adressés au commandant en chef mis sous les yeux de l'Empereur. — Projet de code civil. — Retour du colonel du Pin. — Incidents à ce sujet. — Protestation du Maréchal approuvée par le ministre de la Guerre.

De tous les projets élaborés pour l'organisation de l'armée mexicaine aucun n'avait été mis à exécution : l'empire se trouvait sans forces indigènes. Au moment où, comme il le disait, Maximilien allait se mettre à gouverner, il comprit que l'appui de l'armée française lui était plus que jamais nécessaire. Qu'advient-il si le cabinet de Paris exécutait à la lettre les

clauses de la convention de Miramar relatives au retrait des troupes ? Il s'adressa donc au gouvernement français, sollicitant la révision de cette convention : il proposait d'ajourner toute réduction de l'effectif des troupes françaises, et, en même temps, demandait de laisser à la France la charge de les payer et de subvenir aux frais des expéditions entreprises par elles.

Le cabinet de Paris repoussa ces propositions. Elles avaient produit sur lui une impression d'autant plus mauvaise qu'elles coïncidaient avec l'accueil maladroit fait à M. Langlais et avec certaines paroles, imprudentes tout au moins, du nouveau ministre d'État. Le maréchal Randon se fit l'écho de ce mécontentement dans sa lettre confidentielle du 30 novembre :

Ce que je vois se dessiner de plus en plus dans les hautes régions, c'est le système d'ingratitude et de méfiance envers nous. Aujourd'hui c'est Ramirez qui nous blesse dans un discours prononcé dans une circonstance solennelle : demain c'est l'accueil presque injurieux qui est fait à un délégué de notre gouvernement, qui se voue à l'œuvre ingrate de chercher à mettre de l'ordre dans cette caverne de dilapidateurs de la fortune publique. Bientôt on méconnaîtra les services que nos troupes rendent chaque jour. Cette disposition du gouvernement mexicain est dangereuse, et elle ne peut que désillusionner de plus en plus le pays des sacrifices incessants que nous faisons pour une cause qui finira par perdre toute apparence de nationalité même aléatoire ; et, alors, qui pourra déclarer que nous devons prolonger le séjour de nos troupes dans ces lointaines contrées ?

Ce jugement porté sur l'état d'esprit du gouvernement mexicain se trouvait justifié par mille faits quo-

tidiens. Nous pourrions en donner une série de preuves irréfutables par la production de la correspondance échangée entre le cabinet de l'Empereur et le quartier-général; mais ceci nous entraînerait trop loin, et ces redites sur de petits faits n'apprendraient rien de nouveau. Il nous suffira de placer sous les yeux du lecteur ce passage d'un rapport du maréchal Bazaine, pour détruire l'opinion de ceux qui lui ont attribué le rôle de spectateur impassible et parfois satisfait des fautes commises par l'Empereur :

J'ai conservé par devers moi, écrivait-il à son ministre, la série de toutes les notes que j'ai fait mettre sous les yeux de S. M., soit pour lui indiquer les nombreuses fautes qui étaient commises par l'administration, soit pour l'avertir des aspirations et des plaintes des différentes localités. Les réponses qui ont été consignées en marge se bornent à mentionner que *l'Empereur en a pris connaissance*.

La vérité est qu'on supportait le commandant en chef, mais qu'on ne l'aimait point. Dès qu'un danger menaçait, on le flattait et on invoquait son appui; le danger passé ou écarté, on le mettait de côté. Il semble qu'on eût été bien aise de le prendre en faute. Un exemple entre mille. On apprend qu'Escobedo, à la tête de trois mille hommes, et soutenu en dessous par les Américains, vient de bloquer Matamoros, où commande Mejia. Aussitôt l'Empereur signale le fait au maréchal, et l'engage à garnir la frontière du Nord, à débloquer la place. Le maréchal, habitué à ces coups d'épingle, répondit que ses mesures étaient prises et les ordres donnés. Effectivement, quelques

semaines après, Matamoros était débloqué. Monterey, qui, avec sa garnison impérialiste de 800 hommes, avait ouvert ses portes à 200 dissidents, était réoccupé par 150 hommes sous les ordres du commandant de La Hayrie.

Le 2 décembre, Maximilien écrit au maréchal :

...J'ai besoin... d'hommes loyaux, honnêtes et énergiques, et j'ai compté sur votre concours pour me renseigner franchement sur tous les fonctionnaires appelés à faire appliquer ces lois.....

Votre profonde expérience des hommes et des choses au Mexique, et les connaissances multipliées que vous pouvez acquérir par les nombreux rapports qui vous parviennent, vous permettront sans doute de m'adresser bientôt une partie de cet important travail et de le compléter peu à peu.

La demande était singulière après dix-huit mois de gouvernement. Le maréchal fit le travail, et l'envoya au Souverain, qui lui en accusa réception en ces termes :

J'ai pris connaissance des renseignements que vous avez bien voulu me communiquer sur les fonctionnaires du pays, et je vous exprime mes sincères remerciements pour cet excellent travail, que je consulterai avec fruit.

Qu'il l'ait consulté, c'est probable; qu'il l'ait fait avec fruit, c'est autre chose. Son ministère s'entendait à paralyser ses velléités d'obéissance aux conseils ou à l'influence du maréchal. On continua, comme par le passé, à choisir les fonctionnaires parmi des inca-

pables ou des ennemis de l'intervention. Aussi qu'arrivait-il? Ces singulières autorités lâchaient pied devant les dissidents dès que l'armée française se retirait. Et la faute en retombait sur le maréchal; du moins on le disait. Maximilien tout le premier, n'écrivait-il pas au maréchal, le 4 décembre :

Mon cher Maréchal,

Je viens de recevoir les plus fâcheuses nouvelles du Sinaloa et du département de Mazatlan.

Les populations de ces contrées ne peuvent se rendre compte du motif qui fait partir les troupes françaises avant que des corps mexicains *bien organisés* puissent les remplacer; elles voient avec terreur Corona rentrer d'un seul coup en possession de tout le pays soumis : leur confiance est donc profondément ébranlée, et cette fatale mesure nous fait perdre dans l'esprit public plus qu'une défaite éclatante, car elle semble indiquer que le gouvernement lui-même n'a pas foi dans l'avenir.

On m'écrit que le bataillon qui est en garnison à Mazatlan ne défendrait pas la ville en cas d'attaque, mais seulement le port. Je ne peux croire à une pareille résolution, et je suis convaincu que vous prendrez toutes les mesures pour réparer le mieux possible les malheurs qu'a entraînés l'évacuation.

Le maréchal n'avait pas de mesures à prendre, car elles étaient prises, et l'ordre de ne pas défendre la ville en cas d'attaque n'existait que dans l'imagination du correspondant de l'Empereur.

Nouvelle lettre le 14 décembre. L'Empereur se plaint du gouvernement que les rebelles ont formé à Tlacotalpam, dans les Terres-Chaudes, au sud de Vera-Cruz :

Il me serait agréable, disait-il, que vous me fassiez connaître quels sont vos projets au sujet de cette expédition et *quand il vous paraîtra convenable de les mettre à exécution.*

Le maréchal montra immédiatement à l'Empereur l'avis télégraphique qu'il avait reçu la veille, le 13 décembre, de M. le capitaine de frégate Peyron, lequel l'informait que, d'après ses ordres, un courrier extraordinaire avait été envoyé au stationnaire devant Alvarado pour étudier la situation à Tlacotalpam et les moyens d'y mettre fin. Depuis le 12 novembre on s'en occupait au quartier-général.

Ce fut encore le maréchal qui obtint de l'humanité du général Riva Palacio l'échange des prisonniers belges faits au premier combat de Tacambaro. Le général mexicain rendit ainsi 7 officiers et 180 soldats. Il n'avait pas voulu traiter avec le gouvernement de Maximilien.

L'impartialité que nous nous sommes imposée nous fait un devoir de louer comme il le mérite l'acte de Riva Palacio. Il eût été facile à ce chef de prendre prétexte de l'exécution d'Arteaga et de Salazar pour venger, sur les Belges tombés en son pouvoir, la mort de ces deux généraux, comme Mendez avait vengé par elle celle de Lemus et de Paz. Il ne céda point à l'envie de continuer la série de ces sanglantes représailles, et cette générosité est d'autant plus belle de sa part que le décret du 3 octobre venait lui-même de le mettre hors la loi.

La fortune, cependant, offrait à Maximilien une chance encore, la dernière peut-être, de se relever et de prendre le dessus. Le moment redevenait propice

pour une action énergique, non point dans le sens de la répression, mais dans le sens de l'administration et de l'organisation. En effet, ce qui restait du gouvernement légal de la République mexicaine subissait une crise profonde.

Aux termes de la Constitution fédérale, les pouvoirs de Juarez, élu pour quatre ans, expiraient le 30 novembre 1865, et, en attendant une nouvelle élection, ces pouvoirs passaient aux mains du Président de la cour supérieure, désigné pour remplir ces fonctions de Président intérimaire.

Juarez avait succédé de la sorte à Comonfort. Mais Juarez n'entendait pas se laisser dépouiller de son titre, et, dès le 8 novembre, il avait, de Paso-del-Norte, rendu un premier décret par lequel il prorogeait lui-même sa présidence jusqu'au jour indéterminé où on pourrait lui donner un successeur. Puis, prévoyant le cas où le général Ortega, l'ancien défenseur de Puebla en 1863, devenu Président de la cour suprême, revendiquerait ses droits, il rendit un second décret dans lequel, s'appuyant sur ce fait qu'Ortega était depuis neuf mois retiré aux États-Unis, il le déclarait déchu, ordonnait son arrestation et sa mise en jugement dès qu'il serait appréhendé sur le territoire de la République.

Ces mesures arbitraires, rendues en quelque sorte nécessaires par la situation du Mexique et presque légitimées par les services de Juarez, ne furent pas du goût de tout le monde. Le plus ancien des membres de la cour suprême, qui faisait fonctions de Président, le

général Ruiz, quitta Juarez, sous prétexte de congé nécessaire à sa santé; mais, à peine arrivé dans l'état de Chihuahua, il lança, le 30 novembre, une protestation publique contre la conduite de Juarez, violant la Constitution et se maintenant au pouvoir, alors que lui, Ruiz, eût dû occuper la présidence. Puis, assez inconséquent avec lui-même, il se rendit, le lendemain, à Rio-Florido, se présenta au chef d'escadrons Billot, et lui déclara qu'il se soumettait à l'empire et qu'il se disposait ensuite à rentrer définitivement dans la vie privée.

Juarez et son fidèle ministre Lerdo de Tejada ne se laissèrent pas plus émouvoir par cette défection qu'ils ne s'étaient laissé abattre par les revers. La nouvelle répandue à Mexico le 30 septembre était fautive : ni l'un ni l'autre n'avaient quitté le territoire mexicain. Ils saisirent cette occasion d'affirmer une fois de plus leur implacable résolution de lutter sans relâche, et de défendre jusqu'à la dernière extrémité « la cause soutenue avec tant de courage et de constance », au dire de l'Empereur Maximilien.

Une circulaire du ministre des Affaires étrangères l'apprit à tous :

Dans les circonstances de la guerre actuelle, celui qui a été quatre ans à la tête du gouvernement, loin de vouloir, en le conservant, satisfaire un intérêt personnel, ne fait qu'affronter des difficultés et des dangers à vaincre. Le citoyen Président de la République, en donnant ces décrets, prouve sa ferme et constante résolution de remplir jusqu'au bout ses devoirs envers la Patrie et le peuple qui l'a élu.

Ces deux hommes n'auraient peut-être point montré tant de persistance s'ils ne s'étaient sentis encouragés par les États-Unis. Ceux-ci venaient de leur donner une nouvelle preuve de leur bonne volonté en nommant un ministre plénipotentiaire auprès de Juarez, le général Logan, et le président Johnson, dans une allocution adressée au Congrès américain, parlait superbement de la division du globe terrestre en deux hémisphères, et proclamait que chacun d'eux devait être indépendant. Il satisfaisait ainsi les partisans de la doctrine de Monroë, en même temps qu'il lançait, sous forme voilée, un défi à Maximilien et à son allié.

Malgré ces appuis, la conduite de Juarez n'en était pas moins courageuse, non point de ce courage militaire qui porte à risquer sa vie, mais de ce courage civil qui demande de l'intelligence, de la ténacité et une fermeté inébranlable pour marcher au but qu'on s'est fixé. L'ambition peut le donner, et chez Juarez elle joua évidemment ce rôle; mais l'ambition n'est point nécessairement un défaut : elle est même une qualité chez un homme conscient de sa valeur, conscient aussi des services rendus.

Que serait-il advenu de l'œuvre entreprise par Napoléon III si le souverain choisi par lui pour l'exécuter eût possédé les mêmes qualités que Juarez, ayant une égale ambition? Cette pensée hanta plus d'une fois l'esprit de l'Empereur des Français, et l'impatience dut le gagner quand il sentait s'émietter une puissance qu'il avait crue forte et qu'il avait espérée victorieuse.

Pendant un temps, il s'en était remis aux conseils du commandant en chef; il avait attendu, comptant sur le temps, sur l'expérience qui viendrait sans doute à Maximilien; puis, avec le temps, la situation, précaire d'abord, mauvaise ensuite, s'aggravant, il perdit patience, et son irritation, pour la première fois, éclata dans la lettre secrète qu'il adressait au Maréchal le 29 novembre :

Compiègne, le 29 novembre 1865.

Mon cher Maréchal,

J'ai reçu ce matin votre lettre du 28 octobre, et je vois que les choses au Mexique ne vont pas bien. Il est indispensable que je prenne une résolution énergique, car nous ne pouvons pas rester sans cesse dans cet état d'incertitude, qui paralyse tous les progrès et augmente les charges de la France.

Je vais mûrement réfléchir aux mesures à prendre; en attendant, mettez tous vos soins à organiser l'armée mexicaine, afin que nous puissions, dans un temps donné, évacuer le pays. J'espère que les Américains, malgré leur jactance, ne voudront pas entrer en guerre avec nous; mais, ce danger écarté, il s'agit de savoir dans quel état nous laisserons le Mexique après notre départ.

Il faut que l'Empereur Maximilien comprenne que nous ne pouvons rester indéfiniment au Mexique, et qu'au lieu de bâtir des théâtres et des palais, il est essentiel de mettre de l'ordre dans les finances et sur les grandes routes. Qu'il sache bien qu'il sera beaucoup plus facile d'abandonner un gouvernement qui n'a rien fait pour pouvoir vivre que de le soutenir malgré lui.

Recevez, mon cher Maréchal, l'assurance de ma sincère amitié.

NAPOLÉON.

P.-S. — Ne donnez pas aussi facilement des congés. Les grades doivent être obtenus au Mexique, et non en venant les solliciter à Paris.

Le ton de cette lettre, si différent de celui de la correspondance habituelle, trahissait les sentiments violents et longtemps contenus qui bouillonnaient dans l'esprit de Napoléon III. Plein du rêve qu'il avait conçu, épris de la gigantesque entreprise qu'il croyait mener à bonne fin pour la plus grande gloire de la France et de son règne, conscient des forces et des secours qu'il avait donnés à celui qui devait réaliser son œuvre, il voyait tout crouler, et, dans sa déception, il faisait retomber la faute entière sur le malheureux Maximilien.

Certes celui-ci n'était digne que par sa bonne volonté, son esprit cultivé et son cœur enclin à la bonté, de la couronne qu'on avait posée sur sa tête : par la faiblesse de son caractère, par les préjugés de sa race, par le vague et l'incertain de son éducation politique, il n'était point à la hauteur de la tâche immense qu'il avait assumée.

Il eût été juste cependant de tenir compte de ses doutes, de ses hésitations à accepter le rôle de régénérateur du Mexique ; il eût été prudent de le mieux étudier et surtout de le mieux connaître. Si Napoléon III se plaignait de ne pas trouver en lui le chef d'État qu'il avait cherché, Maximilien se plaignait aussi de n'avoir point reçu de Napoléon III l'empire tel qu'il se l'imaginait. On était loin du prince désiré, loin aussi du « lit de roses dans une mine d'or ».

Quoi qu'il en fût, cette lettre était menaçante ; me-

naçante pour Maximilien, menaçante pour l'Empire mexicain. Que pouvait le maréchal en cette occurrence ?

Cependant, l'Empereur avait renoncé à son projet de voyage dans le Yucatan : le moment n'était point propice pour s'éloigner de Mexico et abandonner encore une fois la direction du gouvernement. L'Impératrice seule, accompagnée d'une suite nombreuse, partit le 6 novembre, et se rendit à Vera-Cruz. Elle s'embarqua, le 20, à bord du vapeur mexicain *le Tabasco*, qui prit immédiatement le large, escorté par la corvette autrichienne *le Dandolo*. La traversée fut mauvaise, mais l'accueil qu'elle reçut à Merida, où elle fit son entrée le 23, la dédommagea des fatigues de la route.

La population Yucatèque, qui s'inquiétait assez peu de Juarez et formait depuis longtemps une façon d'État particulier, n'avait aucun motif pour mal recevoir l'Impératrice. Sa venue était un prétexte de fêtes, et les Yucatèques, vêtus de blanc suivant la mode du pays, se pressèrent sur son passage pour la voir, pour l'acclamer. Elle resta douze jours à Merida, heureuse d'une réception qui lui faisait oublier les ennuis et les tristesses de Mexico, puis elle se rendit à Campèche, et, là, reprit la mer sur *le Tabasco* ; le 20 décembre, elle rentra à Vera-Cruz.

Un train spécial la transporta à Paso-del-Macho : elle revit la population d'Orizaba enthousiaste et fidèle comme au premier jour ; elle traversa Puebla, et, non loin de Saint-Martin-Tesmelucan, elle aperçut